

---

---

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN

**DIRECTION DES ACTIONS DE L'ÉTAT**

*Bureau de l'Environnement et des Espaces Naturels*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

du **17 MARS 1999**

**imposant, en urgence, à la société des Carrières de SAINT-NABOR la réalisation des évaluations  
et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires les conséquences de l'accident  
survenu entre le 5 et le 7 mars 1999**

**Le Préfet de la Région Alsace  
Préfet du Bas-Rhin**

- VU** la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment son article 6, 2<sup>ème</sup> alinéa,
- VU** le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée,
- VU** le rapport du 12 mars 1999 de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) chargée de l'inspection des installations classées,

**CONSIDÉRANT** les risques induits, pour le milieu naturel et les personnes, par la pollution consécutive à la fuite d'hydrocarbures survenue entre le 5 et le 7 mars 1999 dans les ateliers de la société des Carrières de SAINT-NABOR,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire d'intervenir pour :

- mettre en sécurité les installations,
- confiner la pollution et limiter son impact sur l'environnement,
- évaluer l'importance des atteintes au milieu (sol, eaux souterraines et superficielles)
- définir des solutions d'intervention et de traitement de la pollution

**CONSIDÉRANT** que des mesures doivent être prises en urgence, et ne permettent pas de recueillir préalablement l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène,

**SUR** proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin,

## **A R R Ê T E**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société des Carrières de SAINT-NABOR, rue des Carrières à 67530 SAINT-NABOR, ci-après dénommée l'exploitant, effectuera dans les délais prescrits les travaux définis aux articles 2 et suivants relatifs à la pollution consécutive à la fuite d'hydrocarbures survenue entre le 5 et le 7 mars 1999.

### **Article 2 : Mise en sécurité des équipements**

Les équipements et matériels, dont la défaillance est à l'origine de la pollution, doivent être mis en sécurité sans délai autre que techniquement nécessaire. Les opérations de mise en sécurité consisteront notamment en :

- le dégagement, le dégazage et l'inertage de la cuve fuyarde,
- la purge des canalisations concernées et leur neutralisation.

### **Article 3 : Confinement de la pollution**

L'exploitant prendra toutes les mesures nécessaires pour confiner les polluants et empêcher une extension de la pollution vers les tiers sans délai autre que techniquement nécessaire. Il maintiendra les dispositifs et procédures de confinement tant que les intérêts énoncés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 resteront menacés par les écoulements d'hydrocarbures. Il prendra à sa charge l'ensemble des opérations menées depuis l'apparition de la pollution et rendues nécessaires par celle-ci.

### **Article 4 : Évaluation des conséquences**

L'exploitant confiera à une société compétente les travaux d'investigation permettant de juger de l'étendue et de la nature de la pollution des sols, des eaux souterraines, des eaux superficielles. Le rapport établi par cette société, fondé notamment sur des prélèvements de sol et d'eaux, ainsi que sur des études hydrogéologiques et hydrologiques, sera transmis à la DRIRE dans le délai d'un mois. Ce rapport devra proposer des solutions de traitement adaptées à la nature des polluants et définies en fonction des caractéristiques de l'environnement naturel et humain. Le coût de ces solutions devra être indiqué.

### **Article 5 : Mise en œuvre de remèdes**

L'exploitant procédera au nettoyage des fossés, des canalisations et du milieu naturel superficiel souillés par les hydrocarbures sur la base de contrôles visuels sans délai autre que techniquement nécessaire. Il mettra en œuvre des travaux de dépollution approfondis sur la base des conclusions de l'étude définie à l'article 4, après consultation de l'inspection des installations classées de la DRIRE.

### **Article 6 : Traitement et élimination des produits récupérés**

L'exploitant tiendra à disposition de l'inspection des installations classées de la DRIRE les justificatifs du traitement et/ou de l'élimination conforme des produits récupérés suite aux travaux rendus nécessaires par la pollution.

Les déchets devront être traités conformément à la réglementation les concernant.

### **Article 7 :**

A l'issue des travaux prescrits par le présent arrêté, l'exploitant transmettra à la DRIRE un rapport d'ensemble rendant compte de leur exécution. Un premier rapport, intermédiaire, sera transmis à la DRIRE dans un délai de deux mois suivant la notification du présent arrêté.

#### Article 8 : Frais

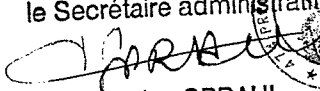
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société Carrières de SAINT-NABOR.


#### Article 9 :

- Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- le Sous-préfet de MOLSHEIM,
- les Maires de SAINT-NABOR et OTTROTT
- le Commandant du Groupement de gendarmerie,
- les inspecteurs des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera notifiée à la société Carrières de SAINT-NABOR

LE PRÉFET

Pour ampliation  
P. le Secrétaire Général  
le Secrétaire administratif  
  
Francine SPRAUL



POUR LE PRÉFET  
Le Secrétaire Général

Signé

MICHEL LAFON

#### Délais et voie de recours (article 14 de la loi du 19 juillet 1976 précitée)

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où elle a été notifiée,
- par les tiers, les communes intéressées ou leurs groupements (...), dans un délai de quatre ans à compter de sa publication ou de son affichage.